



Revue de Presse

Le port lillois de Santes ouvre un nouvel entrepôt de 18 000 m². C'est demain midi que Ports de Lille inaugurera un nouvel entrepôt de 18 000 m² au sein du port de Santes, au sud-ouest de l'agglomération lilloise. Pour la première fois, l'opération avait été développée en blanc par Ports de Lille afin de s'adapter à l'évolution du comportement des chargeurs, moins enclins qu'avant à patienter lorsqu'ils projettent d'étoffer leurs capacités logistiques. Une des trois cellules a d'ailleurs déjà été louée par le prestataire DCdis, spécialiste du conditionnement / déconditionnement pour le secteur agroalimentaire déjà présent au sein d'un autre bâtiment. Les deux autres cellules sont encore libres et disposent chacune de bureaux, d'où la possibilité d'accueillir un ou deux locataires au sein de ce bâtiment aligné sur les standards de l'immobilier logistique actuel et certifié Breeam Very Good. (Supply Chain Magazine – 22/10/2019)

Comment le port de Santes veut devenir un carrefour de la logistique. 50 M€. Voici ce que Ports de Lille (entité qui comprend 12 ports dont Santes) a mis sur la table pour développer ses infrastructures à Santes. Objectif : se positionner comme un centre névralgique des transports de demain. Hier, Port de Lille inaugurerait au beau milieu du port de Santes un bâtiment de 18 000 m² (géré par la CCI Grand-Lille). Modulable en 3 cellules, il est construit de façon durable et peut être chauffé. Pour l'instant, une entreprise basée à Seclin, DCDIS, a intégré une 1^{ère} cellule. Les 2 autres sont en cours de négociation. Le développement du port passe aussi par Roquette, géant industriel de la région basé à Lestrem et qui a choisi Santes pour développer ses transports. Ports de Lille a déjà considérablement augmenté la part de ses marchandises transportées par péniches, passant de 1,2 million de tonnes de marchandises à près de 2 millions prévus en 2020. (La Voix du Nord – 24/10/2019)

Un entrepôt logistique de 25 000 m² prêt à être loué sur la zone Actiparc. Sur le parc d'activités Actiparc, à Athies, au nord-est d'Arras, la société Gazeley (l'un des principaux investisseurs et développeurs d'entrepôts logistiques et de parcs de distribution dans le monde) a construit et livré un entrepôt « en blanc » de 25 000 m², prêt à être loué. Il s'agit du deuxième bâtiment signé de cette société basée à Singapour sur cette zone d'activités de la communauté urbaine d'Arras (CUA), où un troisième bâtiment de 50 625 m² reste à développer. Gazeley exploite plus de 600 000 m² de bâtiments logistiques dans l'Hexagone et dispose des terrains nécessaires pour développer 400 000 m² d'espaces logistiques supplémentaires. (hautsdefrance.cci.fr – 24/10/2019)

Simastock s'implante à Douvrin. Simastock (la filiale logistique du groupe Bils Deroo) a transformé un ancien atelier de fabrication de moteurs de la Française de Mécanique à Douvrin (Pas-de-Calais), en une plateforme logistique de stockage pour le groupe Atlantic, fabricant de chaudières, ventilation et pompes à chaleur. L'entrepôt de 50 000 m² abrite également une partie de la bière produite par le groupe Inbev (Heineken), client historique de Bils-Deroo. Sur la zone Artois-Flandres, l'arrivée de Simastock (la filiale logistique du groupe Bils Deroo) va créer une centaine d'emplois. (Stratégies Logistique – 24/10/2019)

Calais a-t-il reçu l'argent du contrat de territoire ? Le 13 novembre 2015, un contrat de développement territorial pour Calais et le Calaisis était signé avec l'Etat, afin de soutenir le territoire en compensation de la crise migratoire subie. L'Etat s'était engagé à apporter 50 M€ pour soutenir l'économie calaisienne. Un premier bilan montre que, fin 2018, près de 30 M€ ont été débloqués. Via des dispositifs spécifiques, plus de 260 entreprises ont été aidées. (Nord Littoral – 25/10/2019)

Le transporteur Blondel se développe dans l'e-commerce. Premier transporteur des Hauts-de-France avec une flotte de 1 200 véhicules, le groupe saint-quentinois a annoncé mercredi avoir fait l'acquisition des transports Régis Martelet (38 M€ de CA, 250 personnes), basés à Dijon. Un rachat qui doit accélérer la stratégie de diversification de Blondel, en lui permettant de poser un pied dans le secteur de l'e-commerce. L'acquisition de Martelet présente pour Blondel un second avantage stratégique : à mi-chemin entre Lille et Marseille, les bases de l'entreprise vont servir de relais et participeront à la réduction des temps de transport. En 4 ans, le chiffre d'affaires de l'entreprise a bondi de 400 % pour atteindre 240 M€ aujourd'hui. Grégoire Blondel vise les 300 M€ d'ici à 2023, grâce à de nouveaux développements en France, mais aussi en Espagne et au Portugal. (Les Echos – 25/10/2019)

La ligne de fret a besoin d'urgence de travaux. La ligne de fret, qui part de Compiègne et arrive devant la plateforme chimique de Trosly-Breuil, est centenaire mais elle est encore utilisée. « La SNCF menace de fermer cette ligne en 2020, si aucuns travaux ne sont effectués », alerte Anne-Sophie Fontaine, conseillère régionale, déléguée aux gares et pôles d'échanges. La plateforme chimique de Trosly-Breuil est un site classé Seveso seuil haut, qui compte environ 650 emplois et accueille quatre entreprises : Weylchem, Archroma, PQ France et Merck. La société de chimie Weylchem, qui fabrique des produits chimiques à forte valeur ajoutée destinés aux industries de détergents, de l'agriculture, de la pharmaceutique, utilise ces 13 km de voie ferrée pour se faire livrer des produits. Si cette ligne ferme,



« Think ahead, move sustainable »

l'entreprise serait obligée de fermer un certain nombre d'ateliers, et d'arrêter une partie de ses activités. Le coût des travaux pour cette ligne est en cause. Le conseil régional des Hauts-de-France serait prêt à mettre la main à la poche. (Le Courrier Picard – 01/11/2019)

Les dockers rassurés par la navette d'ArcelorMittal entre les ports. Avec le projet Cap 2020 du port de Dunkerque, à savoir l'extension de 2 km des quais du terminal conteneurs à l'horizon 2030-2035, les dockers craignaient qu'ArcelorMittal ne quitte le territoire. Ils ont été rassurés avec la signature d'un accord entre les dockers et le sidérurgiste. L'entreprise a choisi de tester avec l'aide des dockers une navette entre le port ouest et le port est, ce qui devrait permettre de diminuer ses coûts d'acheminement. En contrepartie, ArcelorMittal s'engage à ramener des trafics supplémentaires au port. Pour tester ce bateau, un investissement de 200 000 € est prévu pour adapter les installations actuelles d'ArcelorMittal. (La Voix du Nord – 03/11/2019)

Lignes capillaires fret : la Région Hauts-de-France s'engage pour le ferroviaire. Les Hauts-de-France viennent d'éviter la fermeture de deux lignes en intervenant financièrement pour leur remise en état. D'autres lignes pourraient être concernées à l'avenir si l'emploi des usines embranchées fer est menacé. À l'image d'autres Régions comme Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, Les Hauts-de-France s'engagent résolument pour le fret ferroviaire. Elle vient de le démontrer au travers de deux dossiers « pour lesquels nous avons un peu été mis devant le fait accompli. Sans notre intervention financière, il n'y avait pas d'autre choix que de fermer ces lignes », souligne Franck Dhersin, vice-président de la Région Hauts-de-France en charge des transports. La première de ces lignes est Valenciennes-Quévrain. Eu égard à son niveau de trafic actuel, soit quatre trains par jour couvrant les besoins des sociétés Bombardier, Toyota (trains vers l'Italie, notamment) et Inorec, l'exploitation de la ligne à voie unique longue de 10 km ne sera pas interrompue. La Région est aussi intervenue sur une ligne capillaire fret picarde. Courant 2017 et devant, là-encore, des menaces de fermeture pour mauvais état de la voie, elle est devenue propriétaire de la ligne Compiègne-Lamotte-Breuil. Longue de 13,4 km, cette ligne est stratégique en ce sens qu'elle évacue la production de produits chimiques de la société Welschem. Son trafic est de l'ordre de quatre à cinq trains quotidiens. (Actu-Transport-Logistique.fr – 04/11/2019)

Provost s'implante au Portugal par le biais d'une joint-venture. Basé à Neuville-en-Ferrain, le fabricant de rayonnages et d'équipements de stockage Provost (750 salariés, 123 M€ C.A. en 2018 dont 35% à l'export), vient de prendre une

participation majoritaire (55%), via une augmentation de capital, du capital de la société portugaise Ananta, spécialisée dans la mecano soudure de pièces métalliques. Outre son apport financier, le groupe Provost va confier à Ananta la fabrication de certaines gammes de produits (gamme de chariots, diables, palettes et conteneurs métalliques...), pour accélérer sa croissance. Dans cette optique, son parc machine va être étoffé et une extension est envisagée. Le groupe Provost est déjà présent en Pologne, au Benelux et en Allemagne. (Le Journal des Entreprises.com – 05/11/2019)

Dans les coulisses de l'agence de livraison Amazon. Visite du site de livraison Amazon France Transport de Sainghin-en-Mélantois. Le site de 12 000 m² réceptionne les commandes passées en ligne, triées et préparées en amont par le centre de distribution de Lauwin-Planque, près de Douai. L'entrepôt peut traiter jusqu'à 57 000 colis par jour, lors du pic des commandes prévu le 17 décembre. Il emploie 120 salariés et vient d'embaucher son 80^e salarié en CDI. L'entreprise en prévoit une centaine pour janvier 2020. Pour compléter l'activité du site de Sainghin-en-Mélantois, une nouvelle agence de livraison devrait ouvrir ses portes en 2020, à proximité de la métropole de Lille. (La Voix du Nord – 06/11/2019)

Transport fluvial : les artisans bateliers retrouvent une représentation nationale. Depuis le 1^{er} novembre 2019, une nouvelle organisation représente, au niveau national, l'ensemble des transporteurs fluviaux et des professionnels de la batellerie : Entreprises fluviales de France (E2F). Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État chargé des transports, « se félicite de la création [de cette] nouvelle organisation professionnelle », notamment parce qu'elle dispose d'un collège dédié aux artisans bateliers. « La fédération offre aux entreprises de la batellerie artisanale, dépourvues d'organe de représentation depuis la dissolution récente de la Chambre nationale de la batellerie artisanale (CNBA), l'occasion d'être de nouveau représentées et défendues », explique-t-il. (Actu-Environnement.com – 07/11/2019)

Amazon recrute 800 intérimaires pour Noël. Pour préparer Noël, Amazon recrute 9 000 intérimaires dans l'Hexagone, dont 3 800 en Hauts de France, soit 800 pour son entrepôt de Boves. Ils viennent s'ajouter aux 487 CDI du site. La plateforme amiénoise est donc en avance sur son programme qui prévoyait 500 CDI en trois ans fin 2020. (Le Courrier Picard – 07/11/2019)

Une nouvelle base logistique plus ambitieuse pour Houtch. Créée à Fresnoy-le-Grand (Aisne), l'entreprise Houtch s'est diversifiée au fil des années. Historiquement dans le transport, elle propose aussi



aujourd'hui de la logistique, de la messagerie, du conditionnement... En plein développement, l'entreprise fait construire actuellement un nouvel entrepôt de 42 000 m² à Tilloy-lez-Cambrai. En lien avec la « fibre environnementale » du transporteur, le bâtiment devrait être équipé de panneaux photovoltaïques. La mise en service de la première moitié de l'équipement pourrait avoir lieu au printemps. Par ailleurs, Houtch, qui dispose d'une station de gaz GNV sur Saint-Quentin, envisage « d'en faire une autre à Cambrai. Celle-ci serait ouverte au public ». (La Voix du Nord – 08/11/2019)

Co-fondée par des Dunkerquois, une start-up pionnière du transport maritime décarboné.

Nils Joyeux, originaire de Brest, Victor Depoers et Amaury Bolvin, de Dunkerque, ont fondé la start-up nantaise Zéphyr & Borée. Celle-ci conçoit et exploite des navires de commerces innovants et propose des solutions de transport maritime bas-carbone. Retenue en septembre par ArineGroup pour transporter le lanceur d'Ariane 6 en 2022, l'entreprise prépare actuellement la mise en chantier d'un premier navire de commerce hybride voile/moteur, baptisé Canopée. Ce navire dispose de quatre ailes rectangulaires permettant d'économiser jusqu'à 7 200 tonnes de CO₂ par an grâce à l'énergie éolienne. L'entreprise travaille également sur des projets de porte-conteneurs à voile ou sur des navires rouliers à voile. (La Voix du Nord – 08/11/2019)

Renault sera le locataire de l'entrepôt en construction dans la zone de l'Ermitage 2.

Depuis plusieurs semaines, un entrepôt de 27 000 m² est en cours de construction dans la zone de l'Ermitage 2 (près de l'axe Arras-Douai). C'est Renault qui en sera le locataire pour la logistique de ses nouveaux modèles électriques. C'est le groupe immobilier Goodman qui est en train de l'édifier sur un terrain appartenant à Douaisis Agglo. Ce bâtiment qui sera livré dans une année et dont la première pierre symbolique sera posée le 28 novembre, servira à accueillir les batteries et autres pièces spécifiques liées à la fabrication de ces véhicules électriques. (La Voix du Nord – 09/11/2019)

Le transporteur Depaeuw a doublé la superficie de ses locaux.

La société de transport Depaeuw (350 salariés) fondée en 1964 par le grand-père du patron actuel, Julien Depaeuw, a inauguré jeudi soir un bâtiment de 6 000 m² sur son site, où stationnent une soixantaine de camions. Depaeuw, qui travaille pour Décathlon, Kiabi... utilise la moitié de son site de Salomé pour les supermarchés Leclerc. Une des volontés de Julien Depaeuw : « faire respirer la région ». Pas seulement en utilisant des carburants alternatifs (colza), mais en permettant aux entreprises locales de diffuser leurs produits partout, et aux habitants de trouver ce qu'ils veulent près de chez eux. Des postes sont à pourvoir (conducteurs,

mécaniciens, professionnels de la logistique). (La Voix du Nord – 10/11/2019)

Les Carrières vont doubler la capacité de leur terminal ferroviaire.

Vendredi 8 novembre, les Carrières du Boulonnais ont célébré les Quatre Couronnés à Ferques. A cette occasion, Gilles et Olivier Poulain sont revenus sur l'activité du groupe. Outre les chantiers du Grand Paris, le groupe se concentre sur son plus gros investissement, à savoir le développement du terminal ferroviaire sur le site de sa carrière à Ferques. Ce projet s'étendra sur plus de 5 ha et mobilisera 11 M€ pour doubler la capacité actuel du terminal (jusqu'à 4 M de tonnes de granulats). Parallèlement, le groupe CB continue à se développer au Canada. Alors que la carrière Langis, situé au Québec, monte en puissance (1 260 000 tonnes), le groupe a commencé cette année à exploiter un autre site à Saint-Vianney. (La Voix du Nord – 11/11/2019)

À la découverte du métier de conducteur routier, demain.

Ce mardi 13 novembre, la Fabrique Défi organise, en partenariat avec Pôle emploi, une journée pour découvrir le métier de chauffeur routier. Organisé au Bassin Ouest à Calais, ce rendez-vous accueillera huit entreprises de transport et de logistique (Polley transport, XPO logistics, Carpentier transport, RDV transports, VLB trans, Yona transports express, Sarl Bernard et Agavi) qui répondront aux questions du public. Des offres d'emploi seront également affichées. (La Voix du Nord – 12/11/2019)

Le Japonais Uniqlo choisit le Français Exotec pour robotiser ses entrepôts.

Après Cdiscount, Leclerc et Carrefour, c'est le Japonais Uniqlo qui a été séduit par les robots de logistique Skypod, proposés par la jeune pousse lilloise Exotec. Un partenariat a été signé avec Fast Retailing, la maison-mère de la chaîne de vêtements, pour améliorer l'efficacité du stockage et de la distribution afin de minimiser les pertes dans ses entrepôts au Japon. (L'Usine Digitale – 13/11/2019)

Le prolongement de l'A16 ouvre ce vendredi.

Ce vendredi 15 novembre, le prolongement de l'A16 en région parisienne entrera officiellement en service. Les automobilistes, qui circulent sur l'A16 pour se rendre à Paris, Roissy ou Cergy, contourneront à présent les deux communes de Maffliers et de Montsoulst dans le Val d'Oise, pour gagner directement soit la RN104 alias « Francilienne », soit tantôt la RD301. Au final, ce projet s'est élevé à 220 M€ financés par la SANEF. (Le Courrier Picard – 14/11/2019)

Plus de 1000 postes à pourvoir, ce matin, dans la logistique.

Ce samedi 16 novembre, la Serre numérique, située à Anzin, a accueilli la troisième édition de Log & Play, un forum d'emploi dédié aux



transports et à la logistique. Les 43 professionnels présents ont proposé près de 1000 offres d'embauches. « Les Hauts de France sont devenus la région la plus dynamique en France sur ce secteur », souligne Thierry Danhiez, le directeur de Pôle emploi Denain, qui cite d'autres chiffres : la logistique, ce sont 157 000 emplois et 13 millions de mètres carrés occupés dans la région. (La Voix du Nord – 16/11/2019)

Les usagers des ports de Boulogne et Calais s'unissent pour peser auprès du gestionnaire.

Les 150 entreprises présentes sur le port de Boulogne viennent de s'unir au sein d'une confédération, baptisée Groupement portuaire & maritime Boulogne Calais (GPMBC). L'objectif est de peser sur les décisions prises par la Société d'exploitation la Société des ports du Détroit (SEPD) et le conseil régional, gestionnaires du port de Boulogne. En effet, les membres du nouveau GPMBC estiment ne pas être entendue au sein du conseil portuaire et dénoncent les taxes imposées à leurs entreprises. (La Voix du Nord – 18/11/2019)

Des bonnes nouvelles pour le port de Boulogne qui voit l'horizon s'éclaircir.

Le conseil portuaire et le comité stratégique des investisseurs du port de Boulogne se sont réunis le vendredi 16 novembre. A cette occasion, certaines mesures ont été prises comme une baisse de la taxe « démolition » (72 € au m² à 38 €), imposée par la SEPD (la Société des ports du détroit) aux entreprises qui souhaitent s'installer sur la zone Capécure. Un point a également été fait sur le plan d'investissement de cette zone économique, notamment sur l'avancée des travaux. Enfin, Jean-Marc Puissesseau est revenu sur les différentes certifications internationales obtenues par le port : ISO 9001, ISO 14001, OHSAS 18001 et ISO 22000. (La Voix du Nord – 18/11/2019)

Unilever et FM Logistic s'engagent à réduire leur impact environnemental.

Le fabricant Unilever et le logisticien FM Logistic ont inauguré le 13 novembre une nouvelle plateforme logistique à Crépy-en-Valois, extension d'un site déjà existant. Unilever y stocke désormais sa gamme *personal care* (soins personnels), dont une partie est confectionnée sur le site d'Unilever France Industries à Le Meux. Cet entrepôt, géré par un logiciel de pilotage et robotisé, se veut écoresponsable (moins de plastique, optimisation du chargement des camions, etc.). Pour un coût de 70 M€, FM Logistic a fait construire pour lui trois nouvelles cellules offrant 27.300 emplacements de stockage. La plus grande plateforme du groupe se trouve désormais à Crépy, sur plus de 180 000 m². (Le Courrier Picard – 18/11/2019)

Les « routiers » du Pas-de-Calais préparent des actions de blocages.

La FNTR du Pas-de-Calais et l'OTRE des Hauts-de-France ont décidé de se

rapprocher pour organiser des actions communes de blocage dans leur région et à la frontière belge, à partir du jeudi 28 novembre. À l'image des Gilets jaunes, les acteurs de ce mouvement de grogne contre la réduction de la ristourne gazole (de 2 cts) se préparent à plusieurs actes. Le mouvement – des Gilets orange – pourrait gagner les autres régions. (actu-transport-logistique.fr – 19/11/2019)

Une filiale de la SNCF va ouvrir une autoroute ferroviaire entre Sète et Calais.

L'opérateur ferroviaire Viia, filiale de SNCF Logistics, va lancer une nouvelle liaison entre Sète et Calais, à la demande de l'armateur danois DFDS et du transport turc Ekol. Son démarrage est prévu mi-décembre avec quatre trains par semaine, soit huit allers-retours, afin de transporter les semi-remorques arrivant de Turquie et destiné à la Grande-Bretagne. (Les Echos – 25/11/2019)

Avec Magnapark 2, Gazeley GLP marque son intérêt pour Actiparc.

Jeudi, Gazeley, le géant européen de la logistique passé sous le contrôle du groupe international GLP depuis 2017, a inauguré sa nouvelle plateforme logistique Magna Park 2, sur le parc d'activité Actiparc, à Saint-Laurent-Blangy. Après un premier bâtiment dans cette zone, Gazeley a construit et livré un entrepôt de 25 000 m², qui est prêt à être louer et proposant aussi des espaces de bureaux sur deux étages. Par ailleurs, un troisième bâtiment de Gazeley accueillera plusieurs entreprises de logistiques au printemps 2020. Les travaux pour cette nouvelle base de 50 000 m², vont démarrer. (La Voix du Nord – 25/11/2019)

Everydens s'attaque au marché routier et au transport de matières dangereuses.

Spécialisée dans la logistique, la PME lilloise Everydens (1 M€ C.A. en 2018) développe des solutions de pilotage de biens à distance pour les industriels. Après les wagons et les trains, l'entreprise décline sa solution aux camions et s'attaquera en 2020 au transport routier de matières dangereuses avec notamment le lancement d'un capteur spécifique capable de les tracer. Elle vise les 10 M€ C.A. en 2021. (Le Journal des Entreprises.com – 25/11/2019)

Canal Seine Nord Europe

Le Canal Seine-Nord entre financement bordé et attente des décideurs.

Le 4 octobre dernier, l'Etat s'est engagé à financer à hauteur de 1,1 Md € les travaux du canal Seine Nord. Reste maintenant à signer la convention de financement qui est attendue d'ici la fin de l'année. Attentif aux enjeux liés aux plateformes logistiques qui jalonnent le canal (dans le Noyonnais, à Nesle, à Péronne et à Cambrai-Marquin), Philippe Hourdain, président de la CCI Hauts-de-France, a rendu public une étude réalisée conjointement avec le GERIF (Groupement des



Entreprises régionales d'Intérêt Fluvial). Les deux partenaires préconisent la création d'une structure spécifique dédiée à l'aménagement de ces plateformes ainsi que la mise en place d'une gouvernance. D'autres propositions d'actions ont été émises comme la mise à disposition d'une base de données des opportunités foncières le long du canal ou une concertation autour des services de transports multimodaux. (Autrement dit – 18/10/2019)

Edouard Philippe apporte des garanties. Lors de son déplacement hier à Aubencheul-au-Bac, et en présence de Xavier Bertrand, président de région Hauts-de-France, et de Gérald Darmanin, ministre des Comptes Publics, le premier ministre Edouard Philippe a confirmé l'engagement de l'Etat pour le Canal Seine Nord. En effet, début octobre, l'Etat a assuré qu'il débloquera 1,1 milliard de crédits budgétaires sur les 4,5 à 5 milliards d'€ du chantier (l'Europe versera environ 2 milliards et la Région et les départements un autre milliard). On sait désormais que ce montant sera financé par une indexation sur l'inflation de la taxe d'aménagement du territoire, due par les sociétés d'autoroute « sans que cela ne soit répercuté sur les usagers », promet Gérald Darmanin, ministre des Comptes Publics. (Le Courrier Picard – 25/10/2019)

La visite du Premier ministre entérine un projet majeur pour le territoire. Hier, le Premier ministre, Edouard Philippe, était en visite dans le Cambrésis dans le cadre du chantier du canal Seine Nord Europe. Il a notamment déclaré que l'État apportera plus d'un milliard d'euros « dans les conditions qui ont été étudiées et discutées avec les collectivités territoriales ». Le chantier commencera dès 2020 pour les travaux préparatoires au creusement du canal qui commencera véritablement fin 2022. Près de 107 km sont à réaliser, et la mise en eau est programmée en 2028. (La Voix du Nord – 25/10/2019)

Le canal Seine Nord doit encore faire ses preuves. Après l'annonce de l'Etat de contribuer au financement du canal Seine-Nord, des élus et des acteurs du territoire attendent de voir les retombées économiques de ce projet. Certains ne semblent pas convaincus des potentiels effets bénéfiques du canal Seine Nord pour l'Aisne. Réactions du député Marc Delatte, de Fabien Deiana (président de l'association Terres Fluviales et entrepreneur dans l'Oise), de Jean-Luc Lanouilh (conseiller départemental dans l'arrondissement de Chauny). (Le Courrier Picard – 03/11/2019)

Canal Seine-Nord : le financement confirmé. La décision était très attendue : l'État a confirmé contribuer à hauteur d'1,1 milliard d'euros au projet du canal Seine-Nord Europe. De quoi définitivement lancer ce chantier « du XXI^e siècle » dès l'année prochaine. Tous les partisans du projet ont pu

pousser un ouf de soulagement. La réalisation de cette liaison fluviale à grand gabarit de 107 kilomètres, déclarée d'utilité publique il y a dix ans, n'était jamais entrée dans une phase concrète. C'est désormais chose faite avec l'accord signé début octobre entre Xavier Bertrand, le président du conseil régional des Hauts-de-France, les présidents des conseils départementaux, Gérald Darmanin, le ministre des Comptes publics et le secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire. (La Tribune – 06/11/2019)

Canal Seine-Nord : maintenant, il faut convaincre qu'il va bien se faire. Après l'annonce officielle de l'engagement de l'Etat dans le projet du canal à grand gabarit, le canal Seine-Nord, la Société du canal (SCSNE) a rencontré jeudi dernier les maires du Sud Artois. A cette occasion, le devenir de l'actuel canal du Nord a été abordé. Ce canal serait en partie recouvert par le nouveau. Il a aussi été question des remblais, car pas moins de 27 millions de mètres cubes de remblais vont être extraits pour faire le lit du canal. Par ailleurs, des précisions ont été apportées sur le financement des 700 millions d'euros qui sera garanti par les collectivités locales. (La Voix du Nord – 09/11/2019)

Canal Seine-Nord : « Emmanuel Macron rend le projet irréversible ». La ministre de l'Ecologie, Elisabeth Borne, sera à Amiens demain avec Emmanuel Macron pour ratifier la nouvelle convention financière qui lie les différents partenaires de ce chantier à 4,5 milliards d'€. Pour la ministre, l'engagement de l'Etat signe l'irréversibilité du projet. Le premier vrai coup de pioche aura lieu à l'automne 2020, sur le secteur de Compiègne à Passel, dans l'Oise. Pour Elisabeth Borne, le canal sera bénéfique pour le port du Havre comme pour tout le territoire des Hauts-de-France. D'un point de vue écologique, l'objectif est de 10 à 15 % de report du trafic poids lourds de l'A1 sur le canal. (La Voix du Nord – 21/11/2019)

Canal Seine-Nord : Macron grave dans le marbre l'engagement de l'Etat. Ce vendredi 22 novembre 2019, le président de la République s'est rendu à Nesle où il a signé avec les autres partenaires une convention financière fixant de manière définitive la participation de l'Etat au projet du Canal Seine Nord Europe, à savoir 1,1 Mds €. Ce document prévoit également la création d'une société de projet, régionale, avant le 1^{er} avril 2020, qui assurera la gestion du canal au quotidien. (Le Courrier Picard – 23/11/2019)

Seine-Nord se trouve de nouveaux financeurs. La Métropole européenne de Lille (MEL) s'engage à son tour dans le financement du canal Seine-Nord. Tout comme les communautés urbaines d'Arras et de Dunkerque, Valenciennes Métropole et



l'Agglomération de la région de Compiègne. Cinq collectivités à avoir répondu à l'appel de la Région sur un besoin de financement de 60 M€ au total. Combien chacun ? Cela reste à préciser. La MEL ne verra pas passer le canal « mais nous ne pouvions pas rester en dehors de cette union sacrée », insiste Damien Castelain, président de la MEL, qui met en avant le bénéfice écologique pour la métropole à voir 1 000 à 2 000 camions en moins chaque jour sur l'A1. Les engagements des cinq doivent encore être formalisés par leurs assemblées sous forme de délibérations. (La Voix du Nord – 24/11/2019)

E-Valley

Première pierre, essais de drone : le coup d'envoi d'E-Valley est donné. Hier, dans le Cambrésis, sur le site de l'ancienne base aérienne 103, la première pierre du projet E-Valley a été posée. Des essais de drones ont également été réalisés. Futur plus grand parc européen dédié au e-commerce, le projet E-valley est porté par David Taieb, PDG de BT Immo Group. Les quatre premiers entrepôts, d'une surface de 240 000 m², seront livrés fin 2020-début 2021. Le promoteur a annoncé l'arrivée de trois premiers clients d'envergure : Nike et Levis (enfants), et Dupas Lebeda Logistique. (La Voix du Nord – 08/11/2019)

Pour les drones de livraison, des étapes à franchir avant le vrai décollage. Sur sa plaquette de présentation, e-Valley, la future méga-zone logistique dont la première pierre a été posée jeudi sur l'ex-base aérienne de Cambrai, on voit un drone transportant un carton. L'avenir de la logistique passera-t-il par les airs ? On n'en est pas là. Pourtant, insiste David Taieb, porteur du projet, e-Valley sera la première plate-forme « quadrimodale » combinant la route (autoroutes A2 et A26), le fluvial (le canal Seine-Nord), le transport ferroviaire et les airs. Survey Copter, filiale d'Airbus, a signé cet été un contrat de coopération avec la région et e-Valley. Une étude de faisabilité pour prouver le concept va être lancée. (La Voix du Nord – 09/11/2019)

E-Valley : 2014-2019, cinq ans d'attente et maintenant ? Après cinq ans d'attente, David Taieb, patron de BT Immo Group a posé le 7 novembre la première pierre de son parc logistique dédié au commerce en ligne. Les quatre premiers entrepôts, qui s'étaleront sur une surface de 240 000 m², devraient être livrés en janvier 2021 et mis à la disposition des sociétés en décembre 2020. Les autres bâtiments seront construits en fonction des demandes. Des entreprises ont déjà signées : Nike et Levis, l'entreprise de transport Lebeda Logistique, une société spécialisée dans la pharmaceutique, un leader sur le marché du briquet. En attendant, David Taieb va officialiser un partenariat avec Simastock, la

filiale logistique du groupe douaisien Bils-Deroo. (La Voix du Nord – 13/11/2019)

Brexit

Face au Brexit, les ports de Boulogne-sur-Mer et Calais investissent 6 M€. A l'heure du Brexit, les ports de Boulogne-sur-Mer et Calais ont investi 6 M€ dans de nouvelles infrastructures et procédures pour assurer la fluidité du trafic. Ainsi, 300 douaniers ont été recrutés pour faire face aux contrôles supplémentaires, deux bureaux de douane et deux brigades ont été créés. Enfin, une frontière intelligente a été mise en place via la création d'un outil numérique de formulation des déclarations en douane. (Le Journal des Entreprises.com – 23/10/2019)

Brexit : malgré l'incertitude, les PME françaises prennent pied outre-Manche. En dépit des rebondissements sur le Brexit et de la date butoir du 31 octobre, les entreprises françaises regardent les opportunités de rachat ou d'investissement en Grande-Bretagne. Les PME, qui craignent le plus souvent l'impact du Brexit sur leurs transports de marchandises ou sur leur niveau d'activité, cherchent à avoir une filiale ou un pied outre-Manche. La baisse de la livre, le repli des Britanniques sur leur marché domestique et l'incertitude du Brexit les motivent. (Les Echos – 23/10/2019)

Agenda

EURALOGISTIC MASTER CLASS Le rendez-vous de toutes les nouvelles logistiques & supply chains.
Mardi 3 Décembre 2019, 10H-18H
Métaphone de Oignies / Site Campus Euralogistic.
Renseignements : Laurent DESPREZ / Jenny SZOLTYS - T. 03 21 74 16 12 - j.szoltys@artois.cci.fr



Euralogistic
Pôle d'excellence logistique & supply chain en Hauts-de-France

TM 27 > 28 novembre 2019
Riverdating
Belgique - Palais des congrès de Liège
Le 12^{ème} rendez-vous des acteurs européens du transport fluvial et de la logistique multimodale.

info@river-dating.com www.river-dating.com

Ressources Web



www.transportmarketmonitor.com

www.scoop.it/t/ccinorddefrance-logistique

